

DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON - INNOVER POUR ÉMANCIPER LES FILLES ET LES FEMMES PAR L'ÉDUCATION

5 JULY 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci beaucoup mes amis, Madame la Directrice générale de l'UNESCO, chère Audrey AZOULAY, mesdames et messieurs les ministres, mesdames et messieurs les représentants d'organisations multilatérales, madame la présidente du comité ONU-Femme France, mesdames et messieurs en vos grades et qualités, mesdames et messieurs les parlementaires que j'aperçois malgré le contre-jour, chère Malala, avec qui nous venons de discuter, chers amis.

J'ai vu votre programme, et on vient de me faire le compte-rendu d'une partie des travaux, et donc j'ai vu combien chacun et chacun ici était convaincu. Je vais vous faire grâce de beaucoup de choses qu'au fond vous savez déjà, et qui nous rassemblent ici dans cette salle. Nous tenons beaucoup à l'UNESCO, pas simplement parce que le siège est à Paris, mais parce qu'au fond cette maison a toujours été vécue, pensée, portée comme la conscience des Nations unies, et je crois que c'est son rôle profond. Et que vous vous retrouviez ici pour discuter du thème justement de l'émancipation des filles et des femmes par l'éducation, je crois retrouver les racines profondes de ce qui est la vocation de cette maison. Les chiffres sont là, qui disent tout, et derrière les chiffres, des vies. 500 millions de femmes analphabètes dans le monde, deux fois plus que les hommes. Une fille sur cinq non scolarisée. Dans les pays à bas revenus, seulement 18 % des jeunes achèvent leurs études secondaires, à peine 10 % si l'on considère les seules filles. Une cohorte de conséquences encore plus insupportables les unes que les autres à chaque fois. Des mariages d'enfants, des mariages forcés, des grossesses précoces, 116 millions de jeunes filles qui travaillent en toute illégalité. Ce sont des dizaines de millions de vies brisées, des destins fauchés, et un monde privé d'autant de promesses. Et devant nous, des défis nouveaux, démographiques 600 millions d'enfants à scolariser en plus dans le monde d'ici 2030, dont 450 millions pour le seul continent africain. Il y a les injustices d'aujourd'hui lorsque l'on parle de la non-éducation des jeunes filles dans de trop nombreux pays. Et il y a les défis de demain qui sont devant nous. Et ce dont on parle simplement, c'est de former les femmes et les hommes, et principalement les femmes qui feront nos sociétés de demain.

Ce que vous avez vécu, chère Malala, c'était il y a presque sept ans, au cœur de cette vallée pakistanaise du Swat que vous aimez tant. Vous étiez installée dans le bus pour vous rendre à l'école comme chaque matin. Et précisément parce que vous aviez fait ce choix, et simplement parce que vous aviez fait ce choix. Ce 9 octobre 2012, on vous a tiré dessus, sous les regards pétrifiés de vos camarades. Les balles vous blessèrent grièvement, mais elles ne furent pas meurtrières, miraculeusement. Et depuis ce jour plus encore vous avez fait de ce qui nous réunit aujourd'hui le combat de votre vie. Et pour cela merci.

Parce qu'au-delà des défis de ces injustices que je viens d'évoquer, c'est bien un projet porté par certains, ces projets de pire, de dire que les jeunes filles, les femmes n'ont pas le droit d'accéder à l'éducation. Et partout dans le monde, la menace est là, qui voudrait voir l'éducation des jeunes filles reculer. Partout où l'obscurantisme regagne du terrain, où l'islamisme radical et avec lui le terrorisme regagne du terrain. Qu'il s'agisse de l'Asie comme de l'Afrique, de tous les continents, c'est à chaque fois là qu'on voit l'éducation des jeunes filles reculer, les mariages forcés réapparaître, le pire renaître. Et donc le combat que nous avons à mener pour l'éducation des jeunes filles la lutte pour l'émancipation, c'est un combat pour comme aurait dit Simone VEIL « la liberté effective ». Et c'est d'abord et avant tout un projet de civilisation de valeurs qui consiste à dire si on croit avant tout à l'humanité libre, rationnelle, il n'y a rien à mettre au-dessus de ce combat. Et on ne peut pas construire de société libre si toutes les citoyennes et tous les citoyens ne sont pas formés pour devenir ces

citoyens libres. Et donc, c'est un combat au sens profond du terme de civilisation, d'humanité. C'est ensuite un combat contre les injustices sociales partout, parce qu'accepter que parce qu'on est femme ou parce qu'on est dans tel endroit du pays, on n'a pas accès à l'éducation, c'est acter une assignation à résidence, une injustice qui doit se reproduire, le pire qui va se perpétuer. C'est ensuite un combat pour l'innovation, pour l'économie aussi. Il n'y a aucune société qui peut réussir si tous ses citoyens ne sont pas formés, si on décide que la moitié de la société ne participera pas de la vie économique, des défis qui sont posés à tous. Se battre pour l'émancipation des jeunes filles et des femmes par l'éducation puis par l'accès au travail, c'est mener un combat de civilisation, de justice sociale, d'efficacité économique tous ensemble à la fois.

C'est pourquoi la France a pris avec l'UNESCO l'initiative de cette conférence sur l'émancipation des filles et des femmes qui nous réunit aujourd'hui, et c'est pourquoi je remercie très sincèrement les ministres de l'éducation et des Affaires étrangères des pays membres du G7 d'avoir accepté de participer à ces deux jours de débats, avec plusieurs autres ministres ici présents, et les organisations internationales qui se sont jointes. Je salue chaleureusement les représentants des jeunes du Sahel et du Sénégal, qui sont aussi venus ici à Paris pour contribuer à ces rencontres.

Parce que ce combat est essentiel. Face à ça on a déjà parfois le sentiment d'avoir fait beaucoup de choses mais les chiffres que je rappelais sont là, et l'urgence est devant nous. Donc ce que je suis simplement venu vous dire après vos travaux, c'est quelques engagements de la France et surtout des rendez-vous à prendre. Nous avons, ensemble avec quelques-uns ici à Dakar, il y a près d'un an et demi maintenant, participé à la reconstitution du Fonds pour le Partenariat mondial de l'éducation. C'est pour moi un partenariat essentiel, une action fondamentale que nous menons à travers le monde, et avec mon ami le Président Macky SALL, nous avons réussi à nouveau à mobiliser beaucoup de pays ici présents. Parce qu'il y a cette volonté de fer et donc nous continuerons. Et à travers cet engagement, nous avons porté à 200 millions d'euros notre contribution au Partenariat mondial pour l'éducation, avec la priorité donnée à l'action au Sahel. Ensuite il y a l'appel de Charlevoix lancé avec le premier ministre TRUDEAU et l'ensemble des puissances du G7, qui a constitué une volonté de réveil quelques mois après le rendez-vous de Dakar de toutes les puissances du G7 pour justement mobiliser nos financements dans la lutte contre l'absence d'éducation, le recul, et en particulier pour l'éducation des jeunes filles.

Je veux saluer ici Chère Audrey AZOULAY l'engagement pris par l'Unesco de donner la priorité à l'éducation des filles tant dans ses orientations stratégiques que dans ses actions. Et les outils de pilotage et de suivi que vous avez mis en place sont un relais essentiel de ce qui a été fait avec la Banque mondiale et le partenariat et par l'ensemble des pays du G7 par l'appel de Charlevoix. Et je souhaite que véritablement maintenant nous arrivions à mobiliser toutes les organisations internationales de concert dans cette mobilisation en faveur de l'éducation et l'émancipation des jeunes filles.

L'Organisation Internationale de la Francophonie a organisé récemment à N'Djaména un forum régional de haut niveau sur l'éducation des filles, à l'initiative de la présidence du Niger et de la secrétaire générale, et je sais que ses conclusions ont été rapportées aujourd'hui et que vous en avez également discuté.

L'Union africaine est aussi engagée dans la prévention du mariage des enfants. Je veux aussi saluer la présence de l'Union africaine dans le cadre de vos travaux et son engagement. Et l'Union européenne aussi a fait de la lutte contre les violences et l'objectif de l'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes, un axe fort de son action, avec en particulier l'initiative Spotlight. Et donc il y a depuis plusieurs années, mais si je puis dire, depuis au fond, un an et demi une mobilisation accrue grâce à l'action de beaucoup d'entre vous autour de cette action et de ce que vous avez discuté aujourd'hui.

Et nous allons poursuivre ce travail en soutenant l'Unesco dans ses orientations, ses choix, en

augmentant aussi nos engagements bilatéraux, en particulier à travers l'Agence française de développement et l'Alliance Sahel. Comme vous le savez, j'ai notamment décidé de créer un fonds spécial de 120 millions d'euros logé à l'AFD pour soutenir les mouvements et les organisations qui travaillent à l'amélioration de la condition et des droits des femmes dans le monde, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Il faut que maintenant tous ensemble nous soyons très concrets pour accompagner ce que tout à l'heure Malala et Francès, je le sais, vous ont décrit. Si on veut réussir cette bataille, il faut évidemment mobiliser des financements. Je viens de rappeler tout ce qu'on a fait. Le G7 de Biarritz doit être un rendez-vous pour faire davantage. Nous avons une mobilisation très forte qui se portera sur le Sahel. Je veux qu'on arrive au moment du G7 de Biarritz à ce que tous les pays qui sont engagés puissent doubler les engagements en faveur de l'éducation des jeunes filles dans le Sahel. C'est l'objectif financier que l'on doit obtenir.

Ensuite, je souhaite que l'on gagne collectivement en efficacité. Nous-mêmes les premiers on dit on mobilise beaucoup d'argent et on ne fait pas forcément attention où va l'argent. On est très content quand on a mobilisé. On se dit le travail est terminé. Mais il faut être très concret. Où va cet argent avec qui on travaille ? Comment ? Plus on travaille avec des organisations de terrain, qui ont comme, celle Francès au Nigeria, à Damawa State une action réelle et efficace, plus on sait qu'on a de l'impact. J'ai donc demandé à ce que la France puisse rendre compte chaque année de l'impact direct de ses actions. Je souhaite aussi que nous puissions lancer avec les Etats membres du G7, les bailleurs, le secteur privé, un contrat à impact qui va dans ce sens et avec cet objectif. Et je souhaite que nous puissions accompagner toutes les initiatives qui nous rendent plus efficaces. Qu'est-ce que ça veut dire être plus efficace ? S'assurer qu'on met l'argent au bon endroit. Et que lorsqu'on s'engage, il va bien à l'association, la communauté qui permet de construire l'école ou de former les enseignants. Cela veut dire que quand on parle de l'éducation des jeunes filles, il faut être très concret. Est-ce qu'on ouvre bien, les infrastructures scolaires et donc les écoles qui permettent de former ? Est-ce qu'on a avec ces écoles, les enseignants qui sont bien formés pour y enseigner ? Est-ce qu'on a, le transport scolaire qui permet d'aller de la maison à l'école ? Est-ce qu'on a, l'écosystème, si je puis dire, qui permet de réussir cela ? Donner un euro à un gouvernement en lui disant on vous fait confiance maintenant pour que ça aille à la scolarisation des jeunes filles n'est plus suffisant. Parce qu'on a vu trop souvent cet argent rentrer dans des cases théoriques et ne pas arriver sur le terrain en réalité. Ce que nous avons besoin de faire, (applaudissement) et donc, ce que nous avons besoin de faire, c'est aujourd'hui d'être très concret, de pouvoir rendre compte et demander des comptes lorsque nous donnons cet argent. Et donc de nous assurer que partout où nous le plaçons, nous construisons bien ces infrastructures. Que nous avons une stratégie que nous avons commencé à lancer dans plusieurs pays africains partenaires, une stratégie de formation des maîtres. Je sais combien le ministre de l'éducation nationale y tient. Nous l'avons développée justement avec le Sénégal, nous l'avons développée avec plusieurs autres pays. C'est de nous assurer qu'on forme les maîtres pour qu'alors même qu'on bâtit les murs, on puisse s'assurer qu'on est des maîtres au bon niveau. Un maître face aux élèves. Et ensuite, qu'on puisse s'assurer que les jeunes filles sont amenées de la maison de la famille à l'école.

En parallèle de ces initiatives, on doit maintenant rentrer dans un dialogue exigeant avec l'ensemble des États et c'est là où la présence de l'Union Africaine est importante. Partout où nous investissons dans l'éducation. Sur les termes que je viens d'évoquer, on doit demander des engagements concrets aux États. On doit critiquer les États lorsqu'ils ne les font pas. Interdire clairement partout le mariage forcé. Et rendre des comptes sur ce point. Prendre les dispositions législatives qui obligent les familles à mettre les enfants à l'école. Et de grâce, ne s'habituer à aucune forme de relativisme contemporain qui consisterait à dire que ça s'est toujours fait, que quand on habite dans tel pays ou qu'on vit sous celle de telle religion, ce serait bien juste de ne pas mettre les filles à l'école. Cela n'est pas vrai. Cela n'est pas vrai. (Applaudissement) Il n'y a aucune latitude et il n'y a aucune religion qui justifie l'obscurantisme.

Il y a une autre chose à dire, c'est que nous sommes très fiers de ce que nous faisons, et de ce que nous faisons.

Il n'y a que le choix de quelques hommes de vivre bien protégés au risque des autres et de créer une forme d'esclavage moderne qui consiste à la maison, dans sa région à s'assurer à ce qu'une partie de l'humanité n'accède ni aux savoirs ni à l'émancipation, reste bien sagement là. (Applaudissement) Et donc, je veux que la communauté internationale continue à vivre de ce réveil que vous portez, celui de la société civile. Parce que les gouvernements se sont longtemps habitués. Trop longtemps habitués. Nous n'avons plus à accepter cela. Et donc, aller au-delà de l'argent mobilisé, au-delà de l'exigence à l'égard des États pour que ces dispositions soient prises, au-delà, partout, de la mobilisation que nous devons créer pour avoir des résultats concrets. Ce G7 doit permettre de doubler les fonds comme je le disais en particulier dans le cadre de l'Alliance Sahel à l'égard de l'éducation des jeunes filles. Ensuite, de mobiliser sur la base de ce que nous avons décidé avec l'Unicef, un fonds de contrepartie : pour un euro collecté par l'Unicef auprès des citoyens et des entreprises françaises pour la scolarisation des filles au Sahel, entre juillet et décembre 2019, le gouvernement versera un euro supplémentaire. Et nous ferons en sorte que tous les gouvernements du G7 puissent rejoindre cette initiative. Vous avez raison. Ensuite, nous acterons à Biarritz un soutien massif au fonds du docteur Mukwege et de Nadia Murad en faveur des filles et des femmes victimes des violences sexuelles dans les conflits. Ensuite, nous mobiliseront également plus largement et plus fortement dans le cadre du G7 et du rendez-vous de Biarritz pour porter des initiatives concrètes d'entrepreneuriat féminin.

Parce qu'en effet, une fois qu'on a permis aux jeunes filles d'accéder à l'école, il faut leur permettre d'accéder à l'emploi. Et la bataille qui doit être la nôtre partout, c'est celle de l'émancipation par l'entrepreneuriat. C'est l'initiative que nous souhaitons porter avec Angélique Kidjo et beaucoup d'autres pour monter un fonds en lien avec la BAD pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Un fonds qui non seulement permet de mobiliser, comme on l'a fait depuis plusieurs années, l'argent pour mettre en quelque sorte un pied à l'étrier, mais pour se développer beaucoup plus largement. Or aujourd'hui, ce qu'on constate partout en Afrique, c'est qu'on peut donner aux femmes de l'argent à des taux d'intérêt exorbitants pour mener un tout petit commerce. Mais généralement qu'elle ne trouve aucune banque pour développer une entreprise à taille normale. Simplement parce qu'elles sont femmes. Et donc, cette banque de l'entrepreneuriat féminin, nous la lancerons également lors du G7 de Biarritz en ayant mobilisé les financements du G7, avec la Banque africaine de développement autour de figures de l'entrepreneuriat africain pour permettre cette stratégie d'émancipation par l'entrepreneuriat et l'activité économique. (Applaudissement) Ce n'est là qu'une partie des initiatives que nous prendrons. Mais je crois aux initiatives concrètes.

Ce que nous avons lancé par exemple il y a quelques mois, plusieurs étaient là avec le Premier ministre Modi, l'Alliance solaire internationale, a permis de mener de manière très concrète avec plusieurs organisations internationales, avec des entreprises sur le terrain, des initiatives qui ont redonné à des femmes la possibilité de prendre des initiatives. De construire. De manière très simple, pour ceux qui avaient suivi, ces « Solar Mamas » que nous avons rencontrées et qui ont pu dans plusieurs pays, non seulement être formées mais porter des projets d'entrepreneuriat équitable, de créer des entreprises dans les énergies renouvelables. Et ce sont autant de femmes qui arrêtent ce chemin de croix chaque jour qui consiste à faire 10 ou 15 km pour aller chercher l'eau, pour aller gagner quelques revenus et qui, parce qu'elles ont été formées, parce qu'on aura donné les subsides de départ, peuvent construire la centrale solaire de proximité avec des financements de partenariats. Développer de l'activité, fournir de l'électricité, former leurs enfants, partir vers un autre projet. C'est ça le modèle de développement auquel je crois. C'est ça le modèle de développement auquel nous croyons et que nous allons porter dans le cadre de ce G7 et au-delà. Ce que nous voulons faire du sommet de Biarritz, par le travail que vous avez fait aujourd'hui et par la mobilisation qui est portée depuis ces dernières années, c'est une mobilisation internationale de long terme. À l'Assemblée générale des Nations unies de septembre prochain, nous rallierons tous les pays qui le souhaitent à cette cause de l'éducation, de l'éducation des jeunes filles. A l'occasion des 25 ans du Programme d'action de Pékin sur les femmes, qui seront célébrés en juillet 2020 en France, nous rendrons compte avec le Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes dont je salue les membres, du bilan du partenariat de Biarritz, des lois adoptées, des standards qui je l'espère auront tous été tirés vers le haut. Et surtout, nous demanderons

aux États de s'engager sur des objectifs précis en faveur de l'égalité des sexes, tout particulièrement dans l'éducation. Vous le voyez, c'est un agenda de progrès qui a commencé par votre mobilisation, votre action qui s'est poursuivie ces derniers jours, grâce à vos travaux que nous allons poursuivre avec le rendez-vous de Biarritz au mois d'août, en septembre avec l'Assemblée générale des Nations unies et qui continuera en 2020, lors des rendez-vous que nous aurons à Paris et ailleurs se continuera.

Parce que le rendez-vous qui est devant nous, c'est celui de 2030. J'en donnais les réalités démographiques tout à l'heure. Mais en 2030, ce que nous devons à nous-mêmes, ce que nous devons à notre jeunesse et à nos enfants, c'est que tous les enfants du monde, filles et garçons, soient scolarisés. Et si sur le chemin de l'école se dressent des obstacles, nous devons les abattre. Si on nous explique que c'est le manque de transport, on doit le créer. Si on nous explique que c'est l'insécurité, on doit lutter contre. Si on nous explique que c'est le manque de moyens, on doit l'apporter. Si on nous explique que c'est le manque de professeurs formés, nous devons y pourvoir. Ce sont ces réponses concrètes que j'évoquais à un instant qu'il nous faut apporter. Vous l'avez discuté durant vos travaux ici. Malala et Frances en ont porté le témoignage vivant. Et pour beaucoup d'entre vous dans cette salle, que vous soyez dirigeant, ministres, activistes, enseignants, c'est le combat de votre vie. C'est le combat auquel je crois. Ce ne sont pas simplement des engagements et des mots que nous devons, ce sont des financements, des actions. Mais nous aurons des comptes à rendre. Nous aurons des comptes à rendre. Ce dont nous parlons c'est simplement le monde de demain. Le monde que nous voulons bâtir pour nos enfants et que nous laisserons à nos enfants. Tous les chiffres avec lesquels j'ai commencé mon propos sont connus depuis des années. Tous les sacrifices que nous laissons faire, par accommodement, par faiblesse nous en connaissons les conséquences. Parfois nous en vivons les conséquences déjà. Et donc, ce dont nous parlons, nous aurons à en rendre compte au présent et pour l'avenir. Donc je vous le dis avec la plus grande solennité, mais les engagements que je viens d'évoquer, ce que vous avez discuté pendant ces dernières heures et ces derniers jours, ce que vous portez avec force ces derniers mois, sont au cœur des engagements que la France porte depuis un peu plus de 2 ans. L'éducation des jeunes filles, des femmes, l'émancipation par l'éducation dès le plus jeune âge et tout au long de la vie. C'est un combat essentiel contre l'obscurantisme, contre les injustices, contre le sacrifice des opportunités partout dans le monde. C'est un combat que nous mènerons sans relâche partout. Vous me trouverez sur celui-ci toujours, à vos côtés. Parce que je veux pouvoir répondre au nom de la France et en mon nom propre. Et je veux pouvoir dire que d'ici à 10 ans, ce combat, parce qu'il est à portée de main, nous l'aurons gagné. Alors nous le ferons. (Applaudissement) Merci à vous. Je compte sur vous.